

● **Football**

Deuxième victoire
de l'équipe de
France de Zidane
face à la Belgique
P. 16

L'union

ÉDITION DE LAON-CHAUNY-THIÉRACHE

Mardi 29 septembre 2026

Flashez ce QR code pour découvrir nos contenus digitaux sur lunion.fr



Journée de mobilisation

ELLES DÉFENDENT LEUR SERVICE PUBLIC

● **Social** Ce mardi, les organisations syndicales appellent à la mobilisation de l'ensemble des agents de la fonction publique. Pour comprendre les raisons qui les poussent à faire grève, nous avons rencontré trois fonctionnaires qui témoignent de la réalité de leur profession. **P. 2 et 3**



● **Laon**

Le cancer de leur
enfant bouleverse
la vie de familles
contraintes d'aller
le faire soigner
à Amiens
P. 7

● **Chauny**

À 80 ans,
il risque de perdre
son logement
faute de papiers
P. 11

● **Hirson**

56 témoignages
de salariés alertent
sur les conditions
de travail à l'hôpital
P. 12

● **Sénatoriales**

L'élection surprise
de Paul Mougenot
analysée
P. 4

Au fisc, « on nous a dit qu'il fallait désintoxiquer l'usager du guichet »

Social. À l'occasion de la mobilisation sociale de la fonction publique, ce mardi, nous allons à la rencontre de ceux qui portent le service public à bout de bras. Deux agents des finances publiques de l'Aisne se confient sur leur quotidien alors que la DGFIP a perdu 30 000 emplois en 15 ans.



Nadine, agent des Finances publiques dans l'Aisne, syndiquée à la CGT, décrit un quotidien où les agents doivent arbitrer entre leurs différentes missions avec une charge mentale importante. **Ludvine Bleuëz-Martin**

« On leur explique comment aller le chercher ».

« Ruiner la confiance »

Pour faire des économies, Bercy a délégué un certain nombre de missions à des opérateurs privés. « Ce ne sont d'ailleurs pas les agents de la DGFIP qui sont en cause dans le piratage de cet été », défendent les deux syndicalistes. La faille viendrait de l'externalisation de missions. « Mais ce piratage laisse des traces. Pour ruiner la confiance, il n'y a pas mieux », déplore Nadine.

La frustration et la colère des citoyens s'expriment de manière de plus en plus virulente auprès d'agents « qui se sentent physiquement et psychologiquement mal parce qu'ils n'arrivent pas à bien faire leur travail. Le nombre de signalements de comportements qui vont jusqu'à la menace physique ou écrite est en augmentation, notamment dans l'Aisne à Saint-Quentin », alerte Patrick Taupier. « À l'échelle nationale, les finances publiques connaissent une vague de suicides et de tentatives de suicides ».

Les salaires

Moins nombreux, en souffrance, les agents du « fisc » sont aussi, comme l'ensemble des fonctionnaires, toujours plus mal payés, avec le gel du point d'indice. La grille indiciaire des agents de catégorie C pointée même sous le Smic. Les salaires sont complétés par des primes, pour parvenir au minimum légal mais sans cotisations dessus.

Ces fonctionnaires « n'osent pas se plaindre parce qu'ils ont la sécurité de l'emploi. Pourtant, de plus en plus de collègues font des arbitrages en fin de mois et certains ne partent même plus en vacances », note le cégétiste. « Être fonctionnaires d'État d'un pays développé mais dans la précarité, c'est édifiant ! » ●

REPÈRES

● **Ce mardi**, les organisations syndicales appellent les agents de la fonction publique à une journée nationale de grève. Des manifestations auront lieu partout en France, notamment à Paris. Dans la région, rendez-vous est donné à 10 heures à la maison des syndicats de Reims ; à 10 heures sur la place d'Armes de Vitry-le-François ; à 10 heures au square de la gare à Charleville-Mézières ; à 10 heures devant le lycée Paul-Claudel à Laon.

● **Les syndicats** dénoncent la perte de pouvoir d'achat des agents publics, l'absence de revalorisation générale des rémunérations, le gel ou la faiblesse de la valeur du point d'indice, les suppressions d'emplois et le manque de moyens, la dégradation des conditions de travail, les réorganisations et restructurations des services publics.

● **La journée** concerne l'ensemble des métiers du service public : enseignants, personnels hospitaliers, agents territoriaux, pompiers, agents de l'État et personnels des finances publiques.

Ludvine Bleuëz-Martin

lbleu@union.fr

Nadine sera dans le cortège des manifestants, ce mardi, dans le cadre de la mobilisation nationale des agents de la fonction publique. « Je suis contrôleuse principale et je travaille aux finances publiques depuis tout juste 30 ans », confie cette fonctionnaire laonnoise. « J'ai connu les évolutions et la dégradation de ce service public tout au long de ma carrière. Les effectifs ont baissé d'année en année depuis Nicolas Sarkozy qui voulait le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux ».

« Aux finances publiques, on a plus perdu que les autres administrations », relève Patrick Taupier, secrétaire CGT 02 des finances publiques. C'est Bercy. Il fallait donner l'exemple ! Cette administration et ses agents sont sans doute les moins visibles et les moins populaires chez les usagers. « On pourrait penser que moins il y a d'agents aux impôts, mieux c'est », poursuit la contrôleur. Pourtant,

c'est de l'argent qui ne rentre pas dans les caisses de l'État pour faire tourner les écoles, la police, la justice, les prisons, les hôpitaux...

30 000 emplois supprimés

Indispensables dans la collecte des impôts aux particuliers, aux entreprises, dans les successions, les achats immobiliers, le conseil, la collecte et le versement des recettes aux communes, aux Départements et aux Régions, syndicats des eaux en régie... « Nous ne sommes plus assez nombreux », fait valoir Nadine. En 2018, la Cour des comptes estimait que la DGFIP comptait un peu plus de 103 000 agents, soit environ 20 000 de moins qu'en 2008, en France.

La baisse d'effectifs s'est encore accélérée avec la restructuration lancée en 2019. Son nom était prometteur : le nouveau réseau de proximité des finances publiques. Résultat : « Beaucoup de trésoreries, dans les petites communes, ont été fermées et l'accueil au public a été fermé l'après-midi ».

Entre 2008-2024, plus de 30 000 emplois ont été supprimés, soit environ un quart des effectifs de

la DGFIP. Dans l'Aisne, les finances publiques ont perdu « une centaine d'agents en dix ans. Nous sommes 550 agents, hors cadres supérieurs », évalue Patrick Taupier.

« Consentir à l'impôt »

Vous avez besoin d'un humain en face de vous pour vous aider dans votre déclaration ou votre changement de situation ? Prière de prendre rendez-vous sur internet. Une question à poser ? Bienvenue sur la plateforme téléphonique à Alençon. Un papier que vous pouviez obtenir le jour même dans le cadre d'une succession, pour une assurance vie ? Il faudra attendre. « On a complexifié le rapport à l'administration et on l'a éloignée », relève Patrick Taupier. « Ça, ça tend l'usager. Il doit consentir à l'impôt mais l'accès au service est toujours plus difficile ». Les réponses sont disponibles sur impots.gouv.fr et l'espace personnel du contribuable. « On nous a dit qu'il fallait désintoxiquer l'usager du guichet et pour ça, on ne nous a plus donné les moyens de les accueillir ». Interdiction pour les agents d'imprimer un document qu'ils pourraient fournir en direct aux demandeurs :